

## Les manifestations au Burundi ont causé des pertes de 31,970 M\$ (procureur)

APA, 17-09-2015 Bujumbura (Burundi) - Les manifestations contre le troisième mandat du président Nkurunziza qui ont débuté avec le 26 avril ont causé des pertes évaluées à plus de 51 milliards FBU (31.971.300 dollars), selon le procureur général de la République, Valentin Bagorikunda. Au cours d'une conférence de presse tenue dimanche à Bujumbura, M. Bagorikunda a souligné que des policiers et des personnes proches du parti dont le nombre n'a pas été précisé ont été tués par les manifestants.

Les organisateurs sont, selon lui, "certaines associations de la société civile, certains partis politiques et certains commerçants". Dimanche le procureur, ces derniers ont rassemblé de grosses sommes d'argent pour soutenir les manifestants en les rationnant et en achetant des pneus pour barricader les routes par le feu. Avec cet argent, a-t-il dit, des drogues ont été également achetées pour en donner aux manifestants qui avaient en première ligne des enfants. Le procureur général de la République a indiqué que les organisateurs de ces manifestations qu'il a qualifiées de mouvement insurrectionnel, ont agi de la sorte dans l'objectif de renverser le pouvoir. Ils travaillaient de connivence avec les militaires qui ont failli renverser le pouvoir le 13 mai, et se rencontraient souvent dans des réunions, selon M. Bagorikunda. Il a ajouté que "certaines radios et certains journalistes" ont joué un rôle important dans ce mouvement. Dimanche lui, "certains organisateurs" ont arrêté les radios et d'autres ont fui le pays. Des mandats ont été émis pour qu'ils viennent répondre de leurs actes. Les organisateurs des manifestations ont toujours rejeté le mouvement et confondent les manifestations et le putsch qu'ils ont fermement condamné bien qu'il était nécessaire, selon leurs dires. Selon le procureur, dix militaires sont sous les verrous suite à la tentative d'assassinat du Chef d'Etat-major de l'armée le général Prime Niyongabo. Des enquêtes se poursuivent sur les autres assassinats notamment celui de l'ancien chef d'Etat-major de l'armée sous l'armée mono ethnique, Jean Bikomago.